

Des travaux du GIEC au rôle des sciences sociales en passant par les représentations médiatiques, entretien avec Jean-Baptiste Comby, auteur de [La question climatique. Genèse et dépolitisation d'un problème public](#), à propos du cadrage dominant des enjeux climatiques et plus largement écologiques.

Contretemps : Dans ton livre, tu analyses la façon dont différents champs participent d'une telle dépolitisation. Tu évoques notamment le rôle des scientifiques réunis au sein du Groupe Intergouvernemental d'Experts sur le Climat (GIEC). Or on pourrait penser à première vue que l'une des fonctions du GIEC est, à partir d'une expertise scientifique, de faire du climat une question politique, en s'adressant aux représentants des États pour qu'ils agissent. Comment expliques-tu cet apparent paradoxe ?

J-B. Comby : Il est vrai que depuis la fin des années 1980 au moins, les scientifiques jouent un rôle majeur dans l'inscription des enjeux climatiques à l'agenda politique. En France, la première action publique explicitement dédiée à la lutte contre le surplus d'émissions de gaz à effet de serre (GES), le plan climat de 2004, voit le jour en grande partie parce que des climatologues reconnus soutiennent les hauts fonctionnaires du ministère de l'environnement engagés dans l'élaboration de ce plan. Au-delà, les climatologues acceptent progressivement à partir du début des années 2000 en France (mais bien avant dans d'autres pays comme l'Allemagne) de porter la cause climatique dans le débat public. Ils participent donc à une séquence de politisation du problème, politisation au sens de prise en charge par les décideurs politiques.

L'analyse ne peut toutefois pas s'en tenir à une conception étroite et univoque de la politisation qui renverrait soit à la production de mesures politiques, soit à la mise en débat public d'un enjeu. Il me semble important d'élargir la focale pour désigner comme politisés et politisants les discours et actions animés par une redéfinition de « *l'architecture des rapports sociaux* » (Lagroye, 2003, p. 363). Dès lors, les lignes de démarcation se déplacent et avec elles, le questionnement. Le débat portant sur le cadre idéologique conventionnel devient autant voire plus signifiant que les discussions se déroulant à l'intérieur de ce cadre défini et entretenu par les professionnels de la politique et leurs partenaires autorisés. Et le regard sur la politisation change. Ce qui semblait politisé devient relativement consensuel. Ceux qui semblaient opposés deviennent relativement d'accord sur l'essentiel. C'est désormais la diversité sociale et idéologique des protagonistes qui devient une variable centrale. S'il est vrai qu'une approche macro-sociale peut conduire à sous-estimer des modes de politisation moins systémiques et plus circonscrits, cette conception ouverte permet surtout de questionner les lisières de la légitimité politique en examinant avec la même attention les positions situées de part et d'autre du poste-frontière.

Traité politiquement, le problème climatique n'est ainsi pas pour autant inscrit dans une dynamique politisante dans la mesure où il n'est pas imputé aux structures collectives (marchés scolaires, du travail, de l'immobilier, aménagement du territoire et des transports, etc.). Sur les enjeux écologiques comme sur d'autres, prendre politiquement en charge un enjeu consiste en fait à le dépolitiser en détournant l'attention de ses causes structurelles pour la porter sur des aspects techniques, marchands ou moraux.

Or, dans la mesure où ils ne discutent pas ces cadrages dépolitisants, les scientifiques du GIEC en viennent plus ou moins malgré eux à les cautionner. L'apparent paradoxe que tu évoques tient donc en grande partie à cette situation ambivalente des climatologues qui,

en refusant d'être politiquement prescripteurs mais en se mobilisant pour promouvoir publiquement l'urgence climatique, servent finalement les visions dominantes de ce problème. À défaut de se positionner dans des rapports de force dans lesquels ils sont pourtant pris *de facto*, les scientifiques des climats finissent par se retrouver du côté de ceux qui ont les moyens symboliques et matériels d'imposer leur interprétation des constats de la climatologie. D'une certaine façon, ils sont pris au piège de leur croyance en une certaine neutralité de la science qui, selon le crédo du GIEC, pourrait être « *policy relevant but not policy prescriptive* ». Mais il y a plus. L'alignement des scientifiques sur l'orientation dépolitisante de l'enjeu climatique (dont le potentiel politisant, structurellement transformateur, est pourtant remarquable) s'explique également par la laborieuse reconnaissance institutionnelle de leurs savoirs entre les années 1970 et 2000, la nécessité jugée impérieuse d'imposer l'image d'un consensus établi par une « communauté » scientifique ainsi que par leur proximité sociale avec les décideurs politiques. Celle-ci est certes variable et ils ne partagent pas toujours les options politiques valorisées, notamment le soutien aux solutions technologiques (du « *carbon capture and storage* » à la « *smart agriculture* »). Mais d'une part les climatologues adhèrent plutôt deux fois qu'une aux mythes médiocratiques (et à l'importance de la sensibilisation du plus grand nombre) dont j'explique dans le livre comment ils sont au cœur de la dépolitisation de la question climatique ; d'autre part, rares sont ceux qui perçoivent la nécessité de penser les structures sociales du capitalisme et la possibilité d'organiser les activités collectives et individuelles autrement qu'en fonction du référentiel de l'accumulation concurrentielle et illimitée des profits. Si les scientifiques s'accordent à dire qu'il faut transformer les sociétés pour les décarboner, il est frappant de constater leur désintérêt, quand ce n'est pas leur mépris, pour les travaux des sciences sociales qui ne soient pas des savoirs d'État relevant de l'ingénierie.

Il semblerait que la responsabilité incombe également à d'autres acteurs : journalistes, statisticiens, ingénieurs sociaux, etc. qui fournissent les fondements d'une politique qui efface à la fois les causes des changements climatiques et la façon dont ceux-ci sont traversés par, ou traversent, les inégalités sociales. Peux-tu préciser comment opèrent ces acteurs ?

S'ils agissent différemment en fonction de leurs champs d'appartenance, l'analyse relationnelle montre que tous les définisseurs dominants du problème climatique s'adosent, et contribuent massivement, à l'idéologie de la communication, plus précisément à ce que j'ai appelé la *doxa* sensibilisatrice et aux croyances qui la soutiennent. Cette adhésion commune mais différenciée conduit à une division du travail visant à faire du climat une affaire prioritairement individuelle. En amont, des ingénieurs sociaux fabriquent une représentation homogénéisée d'un « grand public » laquelle résonne avec l'idée d'un individu générique, en apesanteur du social, dont les comportements obéiraient à des ressorts purement psychologiques. À un niveau intermédiaire et central, l'État fait de la communication et du « bruit » médiatique une politique publique à part entière pour compléter un arsenal de mesures dites incitatives, d'ordre essentiellement fiscal et visant à gouverner les conduites individuelles. En aval, des communicants et des journalistes s'efforcent donc de sensibiliser au double sens de rendre sensible pour faire prendre conscience. Ils veillent à tenir à l'écart du débat public les points de vue ou tonalités supposés démobilisateurs comme les discours « alarmistes » qui paralyseraient l'action, ceux portant sur l'adaptation sous-entendant qu'il est trop tard pour agir, ceux contestant les verdicts du GIEC sous-entendant qu'il n'est pas nécessaire d'agir, ou encore les

définitions structurelles du problème soutenant au contraire qu'il faut agir rapidement, radicalement et collectivement, par la coordination et non par l'agglomération des changements de comportements individuels. L'analyse sociologique de la question climatique met ainsi au jour certains leviers structurels de la dépolitisation, laquelle ne se réduit pas à l'assujettissement accru des offres politiques à la hiérarchie des valeurs capitalistes, mais est inscrite dans l'ordinaire des institutions sociales, par exemple dans les modes institués de représentation quantifiée des gouvernés dès lors que ces quantifications ne cherchent plus à saisir les différences sociales.

En d'autres termes, ce qui est tout particulièrement en jeu ici, c'est donc la généralisation d'une philosophie typiquement néolibérale qui dissocie l'individuel du collectif à partir de savoirs d'État dont une fonction est d'accréditer des politiques centrées sur des individus pensés comme égaux face au problème. Car si cette « psychodicée universalisante » laissait la place à une « sociodicée contextualisante », on apercevrait que non seulement toutes les classes sociales ne polluent pas autant, mais que paradoxalement ces mesures politiques bénéficient d'abord à ceux qui contribuent le plus au problème sans que le volume de leurs émissions de GES soit vraiment réduit. Inversement, il est significatif d'observer qu'en matière climatique, les seules mesures structurelles et socialement ciblées portent sur la précarité énergétique et concernent donc les groupes sociaux qui perturbent le moins la machine climatique.

Ton ouvrage montre finalement comment se forme une idéologie climatique dominante. Comment définirais-tu une telle idéologie ?

Je ne sais pas si on peut vraiment parler d'une idéologie climatique dominante. Je dirais plutôt que l'enquête conduit à observer la confiscation et le confinement idéologique d'un problème susceptible d'interroger frontalement le capitalisme. Ce dernier ne désigne en effet pas seulement un mode de fonctionnement de l'économie. Il correspond aussi à une organisation particulière de la vie collective et repose sur un matelas idéologique visant à garantir un seuil de légitimité suffisamment élevé pour que sa perpétuation ne soit pas menacée. Plus qu'une idéologie climatique, il s'agit selon moi de l'imposition d'une vision des enjeux conforme aux logiques politiques du capitalisme. Or l'affaire n'est pas mince puisqu'elle suppose ni plus ni moins de déconnecter la question climatique de celle de l'extension sociale des principes capitalistes (dont le néolibéralisme est une expression si ce n'est paroxystique, particulièrement poussée et robuste), de la débarrasser de ses dimensions idéologiques et de neutraliser ses puissants germes critiques. L'énergie consacrée à cette déconnection et à ce nettoyage rappelle combien la dépolitisation, sous couvert d'œcuménisme et d'universel, vient servir des intérêts sociaux bien particuliers, ceux des groupes qui dominent la course capitaliste.

En effet, avec la nécessité de réduire drastiquement les émissions de GES, les dominants pourraient *a priori* voir leurs styles de vie être dévalués et leur prestige social s'éroder. Ils parviennent cependant à désamorcer ce risque, et ce notamment grâce à leur solide maîtrise de la définition des modes légitimes du « changement ». L'histoire sociale du problème racontée dans le livre permet ainsi de comprendre comment, lors des récentes mobilisations autour de la COP21, a pu se développer l'idée selon laquelle on pourrait transformer les sociétés sans transformation sociale. Avec la question climatique se donnent à voir les ressorts sociaux du réformisme c'est à dire d'une philosophie politique prônant des changements conformistes, progressifs, graduels, sans ruptures ni conflits apparents. Bourdieu parlait de « révolution conservatrice » ; on peut ici évoquer une

tendance au « progressisme conservateur ». Il s'agit non pas de réviser ou de dépasser, mais bien d'améliorer le « système » pour, en réduisant les dégâts liés à son développement, le rendre durable. Et ce sont les fractions dominées des classes dominantes qui sont aux manettes comme l'indiquent mes travaux actuels qui confirment et précisent ce constat esquissé dans le bouquin.

Ce livre ouvre des pistes critiques quant à la construction dominante de la question climatique, mais également les voies d'une alternative quant à la façon de poser le problème, ce qui est sans doute une des premières tâches à accomplir. Comment à partir de la question des inégalités sociales et culturelles, débusquer les discours doxiques et reconfigurer un cadre de pensée, qui cible autrement les responsabilités et les solutions aux changements climatiques ?

Il n'est pas simple de débusquer les discours doxiques précisément parce qu'ils peuvent se draper d'éclats critiques. En conclusion de la COP21, Hollande parle de « révolution ». Certes ça peut prêter à rire, mais je crois que ça dit aussi des choses. Il est fréquent chez les réformistes de se laisser aller à des coups d'éclat subversifs. Hulot par exemple est plutôt doué en la matière. D'ailleurs, ces discours conformistes se parent de masques critiques plus qu'ils ne se nichent en embuscade ; c'est pourquoi il convient sans doute plus de les démasquer que de les débusquer. Et il ne s'agit pas là de jouer sur les mots mais de rappeler la nécessité d'un travail rigoureux, patient, systématique, et armé des méthodes sociologiques pour dissocier les cadrages politisants de ceux qui jouent la carte du conservatisme social en plaidant pour un réformisme moral.

Un moyen de dégrossir cette confusion idéologique autour de l'écologie consiste à examiner, sur la durée, avec quelle régularité les propos critiques sont exprimés. Généralement bien contrôlés, les dérapages contestataires des discours doxiques sont en effet ponctuels et hâtifs. De surcroît, ils se montrent rarement (ou fébrilement) articulés à des actions promouvant d'autres pratiques, institutions, philosophies ou échelles de valeur. Se cantonnant bien souvent aux pratiques individuelles, ils s'aventurent peu sur les chemins politiques des critères institués de la réussite ou des modes de répartition des richesses et pouvoirs. Les visions réformistes se caractérisent plutôt par une tolérance envers les orientations marchandes. Elles ne sont par exemple pas allergiques aux dispositifs d'écofiscalité ou peuvent très bien coexister et dialoguer avec les refrains technophiles qui expliquent comment les innovations résoudront les dysfonctionnements environnementaux (là où d'autres y voient une tragique fuite en avant du capitalisme). Cette proximité bienveillante entre démarches réformistes et logiques néolibérales est rendue possible par les bornes idéologiques des premières, bornes qui expriment aussi un attachement à l'ordre social et se révèlent lorsque survient une confrontation avec des postures critiquant les causes structurelles des problèmes.

C'est donc en appréciant à quelle fréquence les agents défendent des positions critiques, les contours de leurs radicalités et *in fine* leurs trajectoires et positions occupées plus ou moins au cœur ou en marge des formes sociales conventionnelles, qu'il devient selon moi possible de démasquer les discours doxiques. Ces derniers sont tendanciellement étanches aux cadres de pensée non conventionnels que tu évoques et qui ciblent autrement les responsabilités et solutions aux dérèglements des climats. Ces manières alternatives de poser, penser et discuter le problème existent cependant ; elles ne cessent d'ailleurs de progresser. Sans être totalement absentes d'un espace officiel du débat public parfois friand d'exotisme politique, elles sont surtout portées par des personnes et des collectifs

qui préfèrent investir dans des médias et des espaces de discussion obéissant autant que faire se peut à d'autres logiques et d'autres principes de classement que ceux des médias commerciaux.

On touche alors à des enjeux qui dépassent amplement la seule question climatique et qui renvoient à la problématique plus générale des structures sociales du débat public. Toujours plus atrophiées et socialement cloisonnées, celles-ci deviennent le monopole des classes privilégiées comme le montre nettement la sociologie des professionnels de la politique et des médias. Cette homogénéisation sociale des lieux de production du « débat » public a pour effet de restreindre considérablement le pluralisme démocratique. Ce sont ces logiques structurelles qui permettent d'expliquer, et qui se manifestent dans, la difficulté à concevoir les changements climatiques comme un problème social, c'est-à-dire engendré par les organisations propres aux sociétés de marché.

Comment évalues-tu la responsabilité des ONG et autres associations ou organisations militantes dans cette entreprise de dépolitisation de la question climatique ?

Ce qui complique le travail de discernement que tu interrogés à bon escient avec ta précédente question sur les discours doxiques, c'est qu'entre les espaces où se forgent les conceptions politisantes des enjeux écologiques, et ceux où se répandent les visions réformistes, les séparations ne sont pas toujours bien nettes. Ces univers sociaux ne formeraient pas des « camps » distincts ou des zones franches ; ils se chevaucheraient et pourraient parfois, par endroits, s'entrelacer. J'avance prudemment sur ce point mais c'est ce que semblent indiquer les recherches que je mène actuellement dans le prolongement d'autres travaux sur le mouvement écologiste lesquels, à leur façon, vont aussi dans ce sens (Ollitrault, 2008). Ces zones de croisement, dont Alternatiba constitue parfois un exemple, peuvent brouiller l'offre idéologique de l'écologie politisante et obscurcir des incompatibilités sociopolitiques pourtant bien réelles, qui s'expriment souvent dans les coulisses, au niveau interpersonnel, mais qui sont peu perceptibles de l'extérieur. Soyons clairs, il ne s'agit pas de dire qu'il n'y a pas de clivages mais de remarquer que la configuration du mouvement écologiste aujourd'hui tend à les voiler. Historiquement, cela tient à la réalité sociopolitique des associations écologistes dont le recrutement s'opère principalement au sein des classes moyennes supérieures et qui depuis les années 1980 sont devenues de véritables auxiliaires des ministères (longtemps dominés) en charge des enjeux environnementaux.

Plus précisément, ces organisations se saisissent de la question climatique dès les années 1990 et vont d'abord investir dans la production d'une importante expertise. Puis, au début des années 2000, tout en poursuivant leur travail de production et de traduction des connaissances, elles se mobilisent peu à peu publiquement sur un mode pédagogique et communicationnel. D'une part cette attitude poursuit la forte tradition éducative du mouvement écologiste (dont on sait qu'il est historiquement composé d'une base importante de professionnels de la transmission des savoirs), d'autre part elle entre en résonance avec une politique publique de communication assez inédite. Dans un contexte de professionnalisation (développement du *fundraising*, du « plaidoyer », complexification des relations « stratégiques » avec les acteurs économiques privés, etc.) des organisations réputées les plus combattives comme Greenpeace ou les Amis de la terre, la *doxa* sensibilisatrice, initiée par l'État et que je décortique dans le livre, mobilise et rassemble la grande majorité des associations écologistes. C'est l'essor de ces professionnels de la

sensibilisation que sont devenus Hulot, le photographe Yann-Arthus Bertrand (et son organisation Goodplanet.org), ou des aventuriers emblématiques comme Nicolas Vanier. Il s'agit de faire de l'enjeu écologique un thème omnibus à travers des biens culturels de grande audience. Si l'intention peut-être louable, la plupart de ces actions n'échappe en fait pas aux registres tout à la fois édifiants et dépolitisants.

Cette adhésion massive du mouvement écologiste au catéchisme environnemental n'interdit toutefois pas le développement d'initiatives plus concrètes, plus locales et plus politisantes dans la mesure où elles explorent des possibles latéraux en matière de commerce (réduction des circuits de distribution, valorisation du recyclage avec par exemple les ressourceries), d'agriculture et d'aménagement urbain (« quartiers en transition », « incroyables comestibles ») ou de vivre ensemble (repas « locavores »). Formant une constellation plus ou moins articulée et qui a pu être regroupée au sein du « mouvements des initiatives de transition », ces dynamiques collectives n'ont à ce jour pas vraiment fait l'objet d'études sociologiques approfondies. Deux observations provisoires peuvent néanmoins être faites sur la base de quelques matériaux empiriques (littérature indigène, entretiens, observations non systématiques) certes encore fragiles mais déjà suggestifs. Tout d'abord, en investissant l'agir « ici et maintenant », souvent dans une perspective de popularisation de sensibilités écologiques et sociales alternatives, ces initiatives peuvent perdre de vue leur dimension politique, passer sous silence leur potentiel critique et, ce faisant, saborder les conditions de leur extension voire de pérennisation en dehors des clous institutionnels. Elles offrent cependant des espaces de socialisation propices à des processus de politisation lesquels mériteraient d'être plus finement examinés. En second lieu, le bourgeonnement de ces actions de transition a pu donner à leurs protagonistes le sentiment que les « choses bougent », que « le changement est en marche ». L'écueil serait ici celui de « l'effet loupe » qui consiste à voir le tout dans la partie et une majorité de la population dans les dizaines de milliers de personnes participant à ces mouvements de transition. Outre la pluralité possible des modes d'investissement dans ces dynamiques (pluralité pouvant d'ailleurs alimenter l'illusion d'une diversité), on peut supposer que celles-ci réunissent des personnes dont l'homogénéité sociale, certes relative, est suffisamment significative pour être politiquement limitative.

Sans doute convient-il alors de faire un nouveau pas de côté pour trouver des collectifs qui politisent sans détours les enjeux écologiques et, ce faisant, mettent en lumière les ambivalences tout à la fois sociales et politiques des franges majoritaires du mouvement écologiste. Veillant à toujours bien articuler le local et le global, le singulier et le général, l'individuel et le social, l'émotionnel et le politique, le court terme et le long terme, le pragmatisme alternatif au quotidien et la projection (nécessairement) utopique dans un autre avenir à imaginer ensemble, ces mouvements peinent à être compris, reconnus et estimés par les autres organisations écologistes. Même si les luttes qui s'installent dans les Zones à Défendre, en particulier à Notre Dame des Landes ou dans le Val de Suze, favorisent les échanges et le dialogue, ces collectifs se méfiant des organisations n'échappent pas aux stigmates en tout genre et seraient ainsi constitués de « paumés », d'« utopistes inconscients », d'individus « violents », voire tout bonnement de « sauvages ». Derrière ces représentations politiquement entretenues et intéressées, semblent pourtant se consolider des lieux où l'expérimentation de modes de vie profondément alternatifs fournit un terreau très fertile sur lequel prolifèrent les grilles de lecture des enjeux écologiques les plus politisantes.

S'il reste donc à documenter solidement la façon dont l'espace du mouvement écologiste

se structure, il me semble raisonnable, sur la base de mes observations et recherches actuelles, d'avancer qu'il s'organise autour de ces trois dynamiques : une réformiste, conventionnelle et publiquement dominante dans laquelle on peut par exemple retrouver des personnes issues de l'économie sociale et solidaire ou des industries dites « créatives » (fablab', architectes, artistes numériques, etc.); une autre que, faute de lieux pour le moment, je qualifierais de « transitionnalistes » et qui est probablement la plus hétérogène du point de vue des parcours sociaux comme des orientations politiques ; enfin une dynamique clairement politisante qui, en se déployant à l'extérieur des jeux sociaux conventionnels, cherche à créer des conditions propices à une réinvention radicale de la politique. Ces trois pôles ne sont pas étanches, ils peuvent se côtoyer à l'occasion de certaines mobilisations et même partager quelques mots d'ordre ou revendications. Ce mouvement écologiste reste néanmoins traversé par des lignes de fracture d'autant plus profondes qu'elles renvoient à des trajectoires biographiques, des visions du monde et des intérêts sociaux bien souvent antagonistes. Ces recoupements et divisions doivent encore être étayés empiriquement. Il reste qu'au sein du mouvement écologiste, se perpétue une confusion politique favorable au « progressisme conservateur » et dont un indice est l'engouement, sans tri sélectif suffisant selon moi, *pour* les « alternatives ».

Tout le monde s'agite *pour* faire autrement, mais il ne reste plus grand monde dès qu'il s'agit d'être *contre* les manières conventionnelles de faire. D'ailleurs, les réformistes verts se disent souvent *pour* tout, même s'ils sont *contre* ceux qui luttent prioritairement *contre*. Il y aurait encore beaucoup à écrire sur cette tension entre les « pour » et les « contre », entre ceux qui ne sont que *pour*, ceux qui ne sont que *contre* et ceux qui sont à la fois *pour* et *contre*, ces derniers partant du principe que la condition de généralisation de ce *pour* quoi ils se mobilisent suppose de lutter *contre* l'existant d'autant que celui-ci ne peut tolérer qu'un développement lent, limité et maîtrisé des alternatives.

Il est décisif d'être *pour* d'autres manières de faire individuellement et collectivement. C'est aussi en cultivant et en expérimentant des alternatives que l'on façonne et exprime une critique. Mais cela demeure moins impliquant que la contestation, laquelle n'évite pas la conflictualité sociale. Je crois que ce qui doit être interrogé, c'est l'engouement des initiatives « pour » une « transition » qui se fait parfois au détriment des positions « contre », exception faite des luttes symptomatiques comme celles contestant des projets dits « inutiles et imposés ». Ces dernières ne doivent ainsi pas faire oublier la tendance à la disqualification des organisations de contestation au sein du mouvement écologiste. En d'autres termes, celui-ci est aujourd'hui marqué, du fait de sa structuration sociale, par un déséquilibre en faveur des postures « pour ». Celles-ci gagneraient alors à davantage affirmer ce « contre » quoi elles s'érigent aussi, de manière à ne plus profiter à celles et ceux qui prétendent sauver la planète sans avoir à contester l'ordre établi.

Il est urgent de politiser le changement social. Si l'engagement dans la cause écologiste peut passer par un travail sur soi et son mode de vie, mon avis est qu'il suppose tout autant, si ce n'est plus, de lutter collectivement et d'accepter que le combat contre des intérêts structurés et prédateurs ne se passe pas toujours dans la convivialité. Si faire preuve de réalisme sociopolitique conduit parfois au désenchantement, c'est aussi prévenir. On ne pourra pas engager une transformation des sociétés à la hauteur des dégâts environnementaux en cours en se contentant d'innovations en tout genre qui sont, certes bienvenues, mais insuffisantes. La crise écologique requiert un sursaut collectif pour une transformation sociale, pleinement politique.

Tu pointes notamment du doigt l'insistance mise sur les solutions individuelles promues par les médias et politiques dominants. Si cette critique est très bien étayée, comment cependant réinscrire l'individu, ses représentations et ses pratiques concrètes, dans une perspective climato-émancipatrice, qui ne fasse pas l'impasse sur les déterminants structurels du problème ?

Ta question soulève un aspect important et déjà abordé en filigrane dans mes réponses, celui de la tension entre l'individuel et le collectif. Ma critique de l'accent mis sur la morale individuelle et de l'éviction du social dans la construction publique du problème climatique peut donner l'impression inverse qu'il faudrait faire primer le collectif sur l'individu au point d'étouffer ce dernier. À défaut d'être original, je crois plutôt que l'enjeu est celui d'un équilibre toujours instable, précaire et à rechercher entre les subjectivités et les structures politiques. Je mobilise notamment les apports de Norbert Elias pour expliquer comment ce sont là deux facettes d'une même pièce, celle du social. Mais je m'appuie aussi sur cet acquis selon moi majeur de la sociologie – que l'on attribue souvent à Mauss puis Bourdieu – qui souligne combien l'individu est du social incorporé. Dire que nous sommes socialisés, c'est dire que le social se fait corps, postures, psyché, affects. Il s'ensuit que les subjectivités ne peuvent pas se modifier durablement si ne sont pas transformés les contextes dans lesquels elles se réalisent. Pour revenir aux individus politisants que l'on rencontre par exemple dans les centres sociaux autogérés ou dans les ZAD, ce qui rend possible leur épanouissement en marge voire en dehors des formes sociales conventionnelles, c'est en grande partie l'entraide, la solidarité, l'interconnaissance, bref, la densification de liens sociaux avec leurs lots d'accords et désaccords. Je cherche à souligner ici qu'on gagne à penser l'émancipation comme un processus nécessairement social. Il faut œuvrer à créer les conditions sociales de l'émancipation du plus grand nombre sans chercher à satisfaire tout le monde (ce qui reviendrait à nier le réquisit démocratique de la conflictualité politique).

Dans la mesure où lutter contre les changements climatiques revient à lutter contre l'emprise du logiciel capitaliste sur l'organisation des sociétés, penser les désastres écologiques (au-delà des seuls gaz à effet de serre) suppose de prendre au sérieux l'urgence d'une transformation sociale. Pour diverses raisons, les classes dirigeantes en sont incapables (ce n'est pas dans leurs grammaires politiques ; elles auraient plus à perdre qu'à gagner...). La question est alors de faire adhérer un nombre suffisant d'individus non pas tant à une autre organisation sociale livrée clefs en main, qu'à une dynamique de réagencement structurel des sociétés. Cela ne doit bien sûr pas empêcher d'esquisser, de proposer et de soumettre au débat des projets organisationnels. Mais il conviendrait de veiller à les laisser ouverts, incertains, à imaginer et à tricoter. La discussion ne porterait pas tant sur un quelconque canevas institutionnel de ces sociétés que sur leurs contours éthiques, leurs philosophies politiques, leurs principes normatifs, leurs échelles et systèmes de valorisations. Finalement, adopter une perspective climato-émancipatrice n'est-ce pas réfléchir aux conditions sociales d'une adhésion massive à un processus historique de redéfinition radicale de l'ordre social capitaliste, lequel repose sur la double exploitation de l'homme et de la nature ? Ces contextes sociaux desquels pourraient naître cette adhésion tout à la fois diversifiée et massive, se construisent à la faveur d'offensives sociales dont la violence restera relative au regard de celle, inhérente aux lois du marché concurrentiel, qui tous les jours frappe (de moins en moins) silencieusement un nombre toujours croissant de personnes. La partie se joue sur plusieurs plans, en particulier celui de la diversification idéologique, et donc sociale, des institutions médiatiques comme politiques, des lieux ou moments collectifs et des expériences socialisatrices, à commencer par l'école, le marché du travail, les associations, les espaces

publics et culturels urbains comme ruraux, etc. Il me semble qu'un enjeu majeur serait en effet de permettre à une large majorité de personnes d'éprouver et de penser l'émancipation sans que celle-ci puisse être confondue avec les mythes de la « réussite » individuelle entretenus par l'idéologie néolibérale. C'est pourquoi nous devons encore et encore continuer à rendre palpable et inacceptable la réalité (capitaliste) telle qu'elle est (Boltanski, 2008), dans l'espoir de créer des désirs de transformation sociale et écologique du monde qui soient personnalisés et différenciés tout en étant partagés et engendrés collectivement.

Tu traites de la question climatique en sociologue. Qu'en est-il aujourd'hui de la contribution des sciences sociales vis-à-vis des enjeux écologiques ?

Il n'est pas simple de répondre à cette question tant cette contribution des sciences sociales est contrastée, hétérogène et tributaire des profondes modifications qui affectent notre univers en le soumettant notamment à des logiques compétitives peu propices aux recherches patientes, réflexives, aspirant à une forte exigence de scientificité. Mais on peut tout d'abord s'étonner de l'intérêt tardif et poussif des climatologues comme des décideurs en charge du climat à l'endroit des sciences sociales alors qu'ils ne cessent d'évoquer l'impératif de révision des manières de vivre, de produire, de consommer. Il y aurait aussi beaucoup à dire, quoique cela soit sans surprise, sur la place de choix réservée en revanche aux économistes. Il est cependant vrai que les choses évoluent avec à titre illustratif la présence parmi les cadres du GIEC de la sociologue Karen O'Brien. Mais à la lecture du [CV](#) de cette collègue norvégienne on comprend aussi que les sciences sociales valorisées sont celles correspondant aux visions instrumentales et ingénieriales que les responsables politiques et scientifiques de la question climatique s'en font. Cela favorise un double mouvement de précipitation et de spécialisation peu propice aux questionnements généraux et fondamentaux. Je terminerai en remarquant que beaucoup de chercheurs deviennent ainsi des spécialistes du climat, des historiens, des sociologues, des politistes « du climat ». Ils mettent les savoirs sur la société au service du climat, là où je crois tout autant voire plus important de partir du climat pour éclairer des problématiques de sociologie générale. La question climatique est ainsi traversée par des rapports de domination qui échappent aux travaux plus soucieux de s'en tenir à un système de questions et de références définis comme propres au climat (posture désormais assez payante sur le marché académique et renvoyant aussi à des positionnements politiques), que de produire des connaissances sur la société et ses règles de fonctionnement.

Propos recueillis par Vincent Gay.

Bibliographie

Luc Boltanski, *Rendre la réalité inacceptable. À propos de « La production de l'idéologie dominante »*, Paris, Demopolis, 2008.

Jacques Lagroye, « Les processus de politisation », in J. Lagroye (dir.), *La politisation*, Paris, Belin, 2003.

Sylvie Ollitrault, *Militer pour la planète. Sociologie des écologistes*, Rennes, PUR, 2008.

Nos contenus sont placés sous la licence Creative Commons ([CC BY-NC-ND 3.0 FR](https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/3.0/fr/)). Toute parution peut être librement reprise et partagée à des fins non commerciales, à la condition de ne pas la modifier et de mentionner auteur·e(s) et URL d'origine activée.

Image du bandeau : « Soleil du Mont-Blanc » ([via Wikimedia](#)).